**Paru dans *Junge Freiheit***

## Bernard Kouchner

Après avoir récupéré à son profit les voix des électeurs du Front national, Nicolas Sarkozy, en composant son premier gouvernement, a voulu aussi s'« ouvrir » à gauche. L'arrivée de Bernard Kouchner au poste de ministre des Affaires étrangères et européennes est une typique illustration de cette stratégie. Mais c'est aussi un bon exemple de la façon dont le nouveau chef de l'Etat n'hésite jamais à faire se contredire ses paroles et ses actes. Après avoir publiquement dénoncé l'« esprit de Mai 68 », il a choisi de faire entrer au Quai d'Orsay un « soixante-huitard » emblématique. Après avoir glosé avec lyrisme sur l'identité nationale et l'indépendance de la France, il a confié la diplomatie française au seul homme politique français ayant approuvé l'invasion de l'Irak.

Né en 1939 dans une famille de la grande bourgeoisie juive libérale du sud de la France, Bernard Kouchner a commencé par militer à l'Union des étudiants communistes (UEC), dont il deviendra l'un des dirigeants au milieu des années 1960. En Mai 68, il est l'animateur du comité de grève de la faculté de médecine de Paris. L'année suivante, un séjour en tant que médecin de la Croix-Rouge au Biafra, où se déroule une guerre civile qui fera plus d'un million de morts, le sensibilise à la cause « humanitaire ». En 1971, il participe à la fondation de l'association Médecins sans frontières (MSF), dont il est exclu en 1979. Il créera ensuite l'associations Médecins du monde, en 1980. Depuis, il n'a cessé de mener campagne dans les institutions internationales pour faire reconnaître la notion de « devoir d'ingérence ».

Se décrivant lui-même comme partisan d'une « gauche sociale-démocrate rénovée », il est en fait la parfaite incarnation d'une conception de la politique éloignée de toute forme de « réalisme » ou de considération géopolitique. Le « devoir d'ingérence » tel qu'il l'a défini à partir de 1987, en liaison avec le professeur de droit international Mario Bettati, va très au-delà du « droit humanitaire » né au lendemain de la Deuxième Guerre mondiale. Son idée-clef est que les souverainetés nationales ne doivent plus primer sur les considérations morales formulées par la « communauté internationale » : toute « violation des droits de l'homme » doit permettre l'intervention d'acteurs extérieurs, les décisions des tribunaux internationaux devant s'imposer à tous les Etats. « La voilà, l'idée révolutionnaire, écrivait-il en 1993 dans un livre co-signé par l'abbé Pierre : que les droits de l'homme, et non pas les Etats régissent le monde ».

Gouverneur du Kosovo en tant que haut représentant de l'ONU de juillet 1999 à janvier 2001, le « *french doctor* » Bernard Kouchner s'y est surtout fait remarquer par sa partialité à l'encontre du peuple serbe et son indulgence pour les terroristes de l'UCK. Début 2003, il se prononce publiquement en faveur de la guerre contre Saddam Hussein – un choix qu'il

assume encore aujourd'hui en dépit des résultats catastrophiques enregistrés sur le terrain. Un an plus tard, le 26 avril 2004, le magazine américain *Time* le présentait comme l'une des 100 « personnalités les plus puissantes et influentes dans le monde » et faisait de lui un « héros » pour avoir « approuvé au nom des droits de l'homme l'intervention américaine en Irak ».

Bénéficiant dans l'opinion d'une certaine popularité due à sa forte présence médiatique, il n'en a pas moins été fréquemment critiqué pour son opportunisme, son goût des mondanités, son désir permanent de s'afficher dans les médias. (Sa seconde épouse, la journaliste d'origine belge Christine Ockrent, anime une émission politique sur la 3e chaîne de télévision).

Candidat malheureux à diverses élections, puis en novembre 2006 au poste de directeur général de l'Organisation mondiale de la santé (OMS), Kouchner, qui a déjà été ministre de la Santé à deux reprises (en 1992-1993 et en 2001-2002), rêvait depuis longtemps d'accéder aux Affaires étrangères. Quand Nicolas Sarkozy lui a proposé le poste, il n'a pas hésité un instant, au risque de passer pour un « traître » aux yeux de la gauche. Son entrée dans le gouvernement Sarkozy lui a d'ailleurs valu une exclusion immédiate du PS.

L'arrivée au Quai d'Orsay de cet apôtre du « droit d'ingérence » marque évidemment un tournant historique dans l'histoire politique française, et confirme l'intention de Sarkozy d'en finir avec l'« exception française » en matière de politique étrangère, c'est-à-dire avec la tradition d'indépendance héritée du général de Gaulle à laquelle aucun gouvernement de droite ou de gauche n'avait réellement renoncé depuis bientôt cinquante ans.

Pour les pays arabes, en particulier, la nomination de Bernard Kouchner est une très mauvaise nouvelle, car le nouveau ministre des Affaires étrangères, durant toute sa carrière politique, a constamment soutenu les gouvernements israéliens. Kouchner évoque constamment la Tchétchénie, la Somalie, le Darfour et l'Afghanistan, mais il n'a jamais parlé de l'occupation israélienne et n'a jamais eu un mot de compassion pour les Palestiniens. Ce qui peut constituer un problème pour Nicolas Sarkozy, celui-ci ayant déclaré que la « construction de l'union méditerranéenne » serait l'une de ses priorités.

Condoleezza Rice, au contraire, s'est déclare « ravie » de cette nomination et « impatiente » de travailler avec le nouveau ministre. Sans doute partage-t-elle l'avis de Dominique Moïsi, de l'Institut français de relations internationales (IFRI), selon qui « le discours français se durcira à l'égard de Moscou et deviendra plus ouvert à l'égard de Washington ».

« Je suis l'ami de l'Amérique, je suis l'ami d'Israël », déclarait l'an dernier Sarkozy à Washington, après avoir été reçu comme un chef d'Etat, en décembre 2004, par le général Sharon. Aujourd'hui, pour effacer son image de « néoconservateur américain à passeport français », le nouveau président (qui a recueilli le 6 mai 89,6 % des voix des Franco-Israéliens) souhaiterait faire savoir qu'il est « moins atlantiste qu'on ne le croit ». La nomination de l'atlantiste, turcophile et russophobe Bernard Kouchner laisse sceptique sur la sincérité de cette dernière affirmation.

Alain de Benoist

(20 mai 2007)